

Un homme est mort

Un homme est mort, lundi 29 novembre, à Colombes en banlieue parisienne. Si l'on en croit la version des médias, les flics auraient débarqués au domicile d'un ami qui l'hébergeait pour mettre fin à une dispute entre les deux hommes.

Notre homme aurait alors tout fait pour résister à l'intervention de la police qui lui demandait ses papiers : il n'en avait pas. S'enfuyant dans les escaliers, se débattant, « *usant d'un marteau* », il a fini par se prendre des lacrymos, des coups de tonfas, et finalement trois coups de tasers, ces pistolets électriques à la létalité contestée par tout ce que le monde compte d'uniformes bleus. Il est mort quelques instants plus tard, et les experts de se demander si cela s'est produit à cause d'une asphyxie due aux lacrymos ou si c'est le cœur qui a été mortellement touché à cause des tasers.

Après cela, on a eu le droit à Amnesty qui réclame « un moratoire », au Raidh (asso spécialisée anti tasers, comme on a des spécialistes anti flashball, etc.) qui pense que cela ne devrait armer que « les unités d'élites » [1], mais, dans leur vision du monde policière, que peuvent ils répondre à Hortefeuix disant : « *L'alternative au Taser dans le monde entier, c'est l'arme à feu, et là précisément il n'y a pas eu d'utilisation d'arme à feu. Il n'y a pas d'autre alternative au Taser* » ?

On a aussi des journalistes qui parlent de circonstances « *troubles* », tout ça pour évacuer le fait qu'un sans - papiers a été assassiné par la police. On les imagine bien, les cognes, en train de se révolter à ces propos : « *Comment ! Mais nos collègues ont été attaqués ! Il fallait bien que l'on se défende* ». Tout le problème en fait, c'est que vos collègues soient intervenus. C'est leur existence même.

Quel est ce monde où un conflit entre deux amis doit se régler par l'intervention d'hommes armés de pistolets à impulsions électriques ? L'homme assassiné à Colombes a fui et s'est défendu face à des gens voulant l'enfermer puis le déporter (il était sous le coup d'une interdiction du territoire). Ce ne sont pas ses coups de marteaux, réels ou supposés, ce n'est pas sa fuite, ce n'est même pas tant l'existence du taser dans les mains des keufs, le problème. Le problème c'est que des individus soient arrêtés, enfermés, déportés ; le problème c'est l'existence des frontières et des États ; le problème c'est l'existence d'une police pour les défendre.

Nous ne savons rien sur la vie de cet homme, ce qu'il était, ce qu'il pensait. Aussi nous ne lui ferons pas l'outrage de devenir ses camarades post mortem ou d'en faire un martyr. Seulement, sa mort nous rappelle tragiquement comment l'État peut frapper dans notre chair quand bon lui semble, combien nous sommes soumis à un monde de mort où tabasser un individu refusant de se soumettre à un contrôle à coups de matraques, lacrymos et décharges électriques est défendable (bien que peut être accommodable pour certains) et répandu. **Il n'est pas question que tout cela se passe en silence.**

Peu de gens aiment la police. Peu de gens imaginent un monde sans elle, et ses différents dérivés.

On connaît le chauffard qui ne les aime pas, à cause des amendes qu'il se prend sans cesse. On connaît celui qui conclue « *enfin, ils font leur travail* », et celui qui dit « *qu'ils feraient mieux d'aller faire régner l'ordre dans les cités* ».

On connaît une de ses cibles désignées, ce jeune des quartiers pauvres qui passe son adolescence à jeter des cailloux aux chtars avant de bosser dans la sécurité.

Le jeune baba cool au t - shirt cannabis, qui ne les aime pas parce qu'ils le contrôlent et le fouillent sans arrêt, mais qui va porter plainte pour un vol de portable.

Tout le monde ou presque a une bonne raison de détester les bleus, mais combien sont prêts à l'assumer dans leur vie quotidienne, pas seulement lors d'affrontements spectaculaires, mais lors de chaque contrôle, chaque intervention, chaque balancement au vigile ; et surtout en se débarrassant des réflexes de médiations et d'autorité qui hantent chacun de nos rapports ?

Il y a un souci dans ma cage d'escalier ? J'appelle les keufs. Sans se soucier de savoir si, par hasard, l'un ou l'autre des « *fauteurs de troubles* » n'aurait pas des ennuis avec la justice ou ses papiers...

Nous ne voulons pas que la police fasse son travail

Nous ne voulons pas qu'ils soient là quand on a « *besoin d'eux* »

Nous ne voulons pas que la police existe

[1] Journal de tf1 du 30 novembre